

MOUVEMENT POUR  
LA RENAISSANCE  
DU CAMEROUN



CAMEROON  
RENAISSANCE  
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

## COMMUNIQUE DU MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN SUR LA CRISE ALIMENTAIRE DANS LES REGIONS DE L'ADAMAOUA, DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD

Depuis 2022 que le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) dénonce la hausse vertigineuse des prix dans le pays sans aucune réponse adéquate du Gouvernement, la situation des populations des régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord est des plus précaires.

Dans l'Extrême-Nord, la production agricole est malmenée par le manque d'eau lors des phases de sécheresse, ou la destruction des cultures lors des inondations. Cette situation engendre ou aggrave les conflits entre éleveurs et agriculteurs que l'on constate également dans les deux autres régions du Septentrion, avec pour conséquence de nombreuses victimes humaines comme en août 2021 lors des affrontements pour l'accès à l'eau entre les communautés Mousgoums et Arabes Choas dans le Logone et Chari. Il est déplorable que le Gouvernement n'apporte pas les réponses appropriées et durables à cette crise cyclique dont on connaît aussi bien les causes que les conséquences, et semble se préoccuper de ces populations seulement à l'approche d'une échéance électorale.

Les prix des céréales, notamment le maïs, le mil et le riz, principale alimentation des populations concernées ne cessent de grimper depuis 2022. Ainsi, le sac de maïs de 120 kg a atteint 38 000 FCFA, soit une hausse de 8 000 FCFA par rapport au mois de juillet 2023, le sac de mil tourne autour de 35 000 FCFA au lieu de 26 000 FCFA au même mois, soit une hausse de 9 000 FCFA. Le sac de riz importé coûte en moyenne 24 000 FCFA au lieu de 22 000 FCFA il y a un mois, cependant que le sac de riz local oscille entre 11 000 FCFA et 12 000 FCFA.

Cette hausse brutale des prix des principales céréales expose ces populations, sans pouvoir d'achat et qui sont parmi les plus pauvres du pays, à la mal nutrition et la famine; impactant directement leurs maigres activités champêtres et les équilibres sociaux déjà fragiles dans cette partie de notre pays, en particulier dans la Région de l'Extrême-Nord déclarée officiellement

“Région économiquement sinistrée”. En outre, elle expose la communauté éducative à des défis quasi insurmontables en cette période de rentrée scolaire.

Selon les chiffres du ministère de l’Agriculture présentés en mai dernier, 11 % de la population nationale est en ce moment en situation « d’insécurité alimentaire aiguë ». Cela correspond à plus de trois millions de Camerounais sur l’ensemble du pays. Je rappelle qu’il y a « insécurité alimentaire aiguë » quand pour s’acheter à manger des familles doivent recourir aux solutions extrêmes aux conséquences durables, comme vendre leurs biens, prendre un travail supplémentaire ou renoncer à envoyer un enfant à l’école. 335 000 camerounais sont considérés comme étant en phase d’urgence, parce qu’ils mangent à peine un repas par jour, et sont en état de malnutrition avec un impact néfaste pour leur santé.

Cette réalité sombre est à la fois incompréhensible et inacceptable dans un pays comme le nôtre qui n’est pas dépourvu de moyens. Elle constitue à n’en point douter un facteur aggravant de dérèglement social, avec des conséquences dramatiques notamment sur les questions de sécurité.

Si les assemblées et les exécutifs régionaux ne sont pas en mesure de prendre en charge la détresse des populations, s’ils ne peuvent pas faire face à des situations qui devraient entrer au premier chef dans leurs missions, qu’ils aient le courage de faire savoir à ces populations qu’ils ne servent à rien, parce qu’ils ne sont rien d’autre que des leurres institutionnels.

2

Le MRC exprime sa sympathie aux populations concernées par la crise alimentaire dans notre pays, notamment dans les régions de l’Adamaoua, du Nord et de l’Extrême-Nord.

Le MRC est attristé par cet état de fait et exhorte le Gouvernement à prendre toutes ses responsabilités, d’une part, pour mettre en œuvre des mesures d’urgence alimentaire afin de soulager la détresse de nos compatriotes qui souffrent dans leur chair, d’autre part, pour mener une évaluation complète et exhaustive de la situation afin d’y apporter une réponse appropriée et durable. Nous le devons à nos populations les plus démunies et notre pays en a les moyens.

Yaoundé, le 16 septembre 2023

Le Président National,

Maurice KAMTO